

# Luttes de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales

**Laurent BEAUGUITTE (Géographie-cités) & Marta SEVERO (Dicen-IDF)**

Le territoire, défini comme une portion d'espace appropriée par un groupe social pour satisfaire ses besoins (Le Berre, 1995), est bien souvent un objet de lutte entre acteurs aux intérêts divergents, voire contradictoires. La notion de lutte de territoire concerne les conflits liés à l'usage d'une portion d'espace (Dechézelles & Olive, 2016). Ces dernières années, face à la multiplication de crises écologiques et environnementales, ce type de phénomène semble avoir pris une importance croissante. Des coalitions d'acteurs différents, plus ou moins organisées, possédant des compétences militantes variables, s'opposent de manière active à des politiques mettant à leurs yeux en péril leur environnement plus ou moins proche. Chaque acteur impliqué dans une lutte de territoire mobilise des images et des textes ancrant ainsi des représentations congruentes avec ses objectifs. Ce dossier thématique s'intéresse plus particulièrement à la création et aux caractéristiques de ces représentations territoriales conflictuelles.

Géographes, politistes, sociologues et anthropologues, tant en France qu'à l'étranger, étudient de plus en plus ces mobilisations où les concepts de territoire, d'aménagement ou de ménagement du territoire (Vidalou, 2017), d'habiter et de mobilisation occupent une place centrale. Les récents numéros spéciaux consacrés aux lieux de conflits (*Norois*, 2016) et aux occupations (*Politix*, 2017) attestent de l'importance de ces objets dans la recherche contemporaine en sciences sociales, même si certains auteurs (Subra, 2017) ont parfois du mal à déconstruire certaines figures devenues emblématiques dans les médias grand public ("zadiste", "casseur"). Les analyses prenant en compte les échelles de l'engagement (Cox, 1998 ; Green, 2016) ou articulant étude des luttes et réflexions sur l'écologie politique (Chatier et Rodary, 2007 ; Rangan et Kull, 2009) restent également trop rares.

Qu'il s'agisse du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, du site d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, de la mine à ciel ouvert de Welzow ou des *pipelines* de Standing Rock pour se limiter à quelques cas emblématiques actuels, la communication, tant physique (banderoles, slogans, manifestations...) que numérique, est l'un des aspects essentiels des acteurs impliqués. Les nouvelles arènes d'expressions en ligne (médias sociaux, *pure players*, listes de diffusion...) permettent notamment pour les opposant.e.s à un projet donné de s'émanciper des médias traditionnels et de diffuser leurs actions au-delà des cercles militants, tant au niveau local qu'international.

L'investigation des journaux (Comby *et al.*, 2010), des traces numériques (sites, blogs, periscope, pages facebook, voir Severo & Romele, 2015) mais également des aspects physiques des mobilisations (Combes *et al.*, 2016) est susceptible de fournir un matériel très riche permettant l'étude longitudinale des représentations des territoires de lutte générées par les interactions entre les acteurs concernés (Dalibert *et al.*, 2016 ; Mabi, 2016).

Ces études peuvent prendre de formes différentes selon les origines disciplinaires et les choix des chercheurs et chercheuses. Quand certain.e.s s'appuient sur l'étude de corpus récoltés à travers des entretiens et/ou des archives pour reconstruire l'histoire et les enjeux du conflit, et mettre en perspective les représentations individuelles et collectives des acteurs concernés, d'autres privilégient l'étude de terrain et l'observation participante pour identifier les récits et les stratégies des parties prenantes au conflit. Reste que ces démarches posent des problèmes tant conceptuels (comment prendre en compte la diversité des expressions ? comment gérer le rapport entre dimension collective et individuelle ? quels positionnements éthiques adopter quand les acteurs enfreignent la loi ?) que méthodologiques (délimitation et représentativité du corpus, volume de données, types d'analyses), surtout lorsque ces luttes de territoire sont encore en cours.

Trois types principaux d'articles sont attendus pour ce dossier :

- des retours d'expérience questionnant les choix méthodologiques et conceptuels utilisés ;
- des analyses de corpus mettant en évidence les représentations liées aux luttes de territoire, tant par les promoteurs que par les opposant.e.s aux projets contestés ;
- des réflexions de nature épistémologique sur la construction de l'objet « lutte de territoire » et ses dérivés militants et médiatiques.

Envoyer un résumé d'une page pour s'assurer que votre projet s'insère dans la ligne éditoriale du numéro est tout à fait possible. **Les articles sont attendus pour début mars 2019.** Merci de respecter les [instructions de la revue](#) et d'anonymiser complètement votre article (références à des travaux antérieurs, figures, cartes, etc.).

Contacts des responsables du dossier : [beauguittelaurent@hotmail.com](mailto:beauguittelaurent@hotmail.com) et [msevero@parisnanterre.fr](mailto:msevero@parisnanterre.fr)

## Références bibliographiques indicatives

CHARTIER D. et RODARY E., 2007, « Géographie de l'environnement, écologie politique et cosmopolitiques », *L'Espace Politique*, 1, [en ligne](#).

COMBES H., GARIBAY D., GOIRAND C. (dir.), 2016, *Les lieux de la colère : occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala.

COMBY E., LE LAY Y. F., MERCHEZ L., TABARLY S., 2010, « Visages médiatiques du barrage des Trois-Gorges : l'analyse statistique des données textuelles en géographie », *Géoconfluences*, [en ligne](#).

COX K. R., 1998, « Spaces of dependence, spaces of engagement and the politics of scale, or: looking for local politics », *Political geography*, 17(1), p. 1-23.

DALIBERT M., LAMY A., QUEMENER N. (dir.), 2016, « Circulation et qualification des discours : conflictualités dans les espaces publics (1) », *Études de communication*, n° 47.

DECHEZELLES S., OLIVE M. (dir.), 2016, « Conflits de lieux, lieux de conflits », *Noroi*, pp. 238-239, [noroi.revues.org/5838](http://noroi.revues.org/5838)

- GREEN, Kathryn E., 2016, « A political ecology of scaling: Struggles over power, land and authority », *Geoforum*, 2016, vol. 74, p. 88-97.
- LE BERRE M., 1995, « Territoires », in Bailly A., Ferras R., Pumain D. (dir.), *Encyclopédie de géographie*, Paris, Économica, p. 601-622.
- MABI C., 2016, « Luites sociales et environnementales à l'épreuve du numérique : radicalité politique et circulation des discours », *Études de communication*, 47(2), p. 111-130.
- POLITIX, 2017, *Mouvements d'occupation*, 117.
- RANGAN H. et KULL C. A., 2009, « What makes ecology 'political'?: rethinking 'scale' in political ecology », *Progress in Human Geography*, 2009, 33(1), p. 28-45.
- SEVERO M., ROMELE, A. (dir.), 2015, *Traces numériques et territoires*, Paris, Presses des Mines.
- SUBRA, P., 2017, « De Notre-Dame-des-Landes à Bure, la folle décennie des «zones à défendre» (2008-2017) ». *Hérodote*, 2, p. 11-30.
- VIDALOU J.-B., 2017, *Être forêts. Habiter des territoires en lutte*, Paris, La Découverte, collection « Zones ».